

**STOP  
INJUSTICE**



**Free  
PARFAIT SIKI**

#freeSiki

# **Economie du Cameroun**

400 Fcfa

[www.economieducameroun.com](http://www.economieducameroun.com)

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : ALOYS ONANA

Influence  
**Jacques Jonathan  
Nyemb parmi  
les puissants**

P 9-10



## **INFRASTRUCTURES**

# **Ejn Negri injecte**

# **47 milliards**

# **FCFA au PAD**



■ Le champion français spécialisé dans l'aménagement des quais de commerce et autres chantiers navals devra construire sur fonds propres 250 mètres linéaires de quai, l'aménagement de 7,9 hectares de terres plein arrière, le rallongement de 1200 mètres linéaires supplémentaires des voies de la régie du terminal à conteneurs.

P 6&7

**ETHIQUE ET GOUVERNANCE** P 3

## **Les nouvelles de la Compagnie fermière Camerounaise**



**CLIMAT DES AFFAIRES** P 8

## **La charte de partenariat PME – grandes entreprises lancée**





Ministère de l'Economie  
et de la Relance

AVIS DE CLÔTURE  
ÉMISSION  
D' ACTIONS NOUVELLES  
PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE  
« ACTIONS SCG-Ré »

La Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré), représentée par son Administrateur-Directeur Général, le Dr Andrew GWODOG, et la Société de Bourse Africa Bright Securities (ABS), représentée par son Directeur Général, M. Narcisse KONAN, ont le plaisir d'annoncer au public la clôture de la période de souscription de l'émission d'actions nouvelles par Appel Public à l'Épargne, en date du 30 novembre 2022.

Cette opération d'augmentation de capital par Appel Public à l'Épargne de la SCG-Ré, visée par la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) sous le numéro COSUMAF-APE-03/22, le 03 octobre 2022, et autorisée par la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurance (CIMA), s'inscrit d'une part dans le cadre de la dynamisation du marché financier de la sous-région décidée par les Chefs d'Etats de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), dont le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, et d'autre part conformément à la mise en oeuvre de son Plan Stratégique et de Développement.

L'opération qui a été lancée le 1er novembre 2022 a connu un fort engouement auprès du public, avec plus de FCFA 7.069.932.000 (sept milliards soixante-neuf millions neuf cent trente-deux mille Francs CFA) d'intentions d'achat. Au terme de la période de souscription, le montant des souscriptions enregistrées était de FCFA 5.665.032.000 (cinq milliards six cent soixante-cinq millions trente-deux mille Francs CFA), soit un taux de souscription de 113%. Pour rappel, les règles d'allocation arrêtées dans le cadre de cette opération prévoient en cas de sursouscription, de servir en priorité les personnes physiques ; les demandes de titres des personnes morales seront quant à elles, servies au prorata des titres restants.

Conformément à l'objectif de levée de fonds défini au préalable, la SCG-Ré a décidé d'arrêter le montant de l'opération à uniquement FCFA 5.000.000.000 (cinq milliards de Francs CFA).

CARACTERISTIQUES DE L'EMISSION :

Nature de l'opération	Emission d'actions nouvelles par Appel Public à l'Épargne (APE)
Objet de l'opération	Financement de l'expansion des activités commerciales de la SCG-Ré dans la sous-région
Montant initial de l'émission	5.000.000.000 FCFA
Montant collecté	5.665.032.000 FCFA
Montant retenu	5.000.000.000 FCFA
Nombre de titres émis	250.000 Actions
Prix de l'action	20.000 FCFA
Place de cotation	Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC)



La Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré) en sa qualité d'Emetteur, et la Société de Bourse Africa Bright Securities (ABS) en sa qualité d'Arrangeur et Chef de file, remercient vivement les Autorités gabonaises et de la CEMAC, les régulateurs (COSUMAF et CIMA), le public, les acteurs du marché financier de l'Afrique Centrale et les membres du Comité de Pilotage, pour leur contribution à la réalisation de cette opération.

Fait à Libreville, le 08 décembre 2022.  
L'Administrateur-Directeur Général  
Dr Andrew GWODOG



Arrangeur et Chef de file :



Cotation :



Syndicat de placement :



Comité de Pilotage :



THE NAIROBI DECLARATION ON  
SUSTAINABLE INSURANCE

Conformément aux dispositions régissant l'Appel Public à l'Épargne en zone CEMAC, cette opération a été autorisée par la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurance (CIMA) et par la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF), sous le Visa N° COSUMAF-APE-03/22, daté le 03 octobre 2022.



ETHIQUE ET GOUVERNANCE

**Performances, perspectives et lutte contre la corruption, la CFC comme elle va**

La Compagnie fermière du Camerounaise (CFC) contribue à donner un sens profond au made in Cameroon, le tout adossé sur des règles éthiques claires que l'entreprise veut inviolables.

Véritable fleuron dans son domaine au Cameroun, la Compagnie fermière Camerounaise (CFC) se donne les moyens à travers une nouvelle campagne de tout mettre en œuvre pour atteindre ses objectifs, tout en gardant à l'esprit une certaine exemplarité dans le cadre de ses activités. La lutte contre la corruption, qui est une gangrène nationale, ne passera certainement dans les mailles du filet de la CFC.

Inaugurée en 2021 après la création survenue en 2017, la CFC a toujours mis le respect des normes, de la qualité et même de la performance au centre de toutes ses préoccupations. C'est fort de cette ambition qu'au fil des années, elle veut bâtir une solide réputation dans son domaine de compétence pour devenir une entreprise charnière dans son secteur d'activités.

Centrée essentiellement sur une dynamique humaine, avec un point d'encrage sur le développement des compétences, la CFC a su mettre en œuvre des politiques sur mesure pour devenir une référence. La preuve, elle continue à s'intégrer dans une politique de diversification du pôle agro-industriel et répondre de manière significative à un besoin politico-économique qui est aujourd'hui centré sur l'import-substitution, devenu un cheval de bataille des autorités de la République du Cameroun.

Etre une entreprise citoyenne à travers une démarche éthique, transparente et respectueuse de l'environnement, valoriser la production et la transformation locale de la matière première : voilà ce qu'on pourrait appeler le moteur de la CFC. Spécialisée fondamentalement sur 6 métiers que sont : amont agricole, la logistique, la transformation du maïs, l'alimentation animale, l'élevage et l'accoupage, la société dispose de deux sites de production avec de nombreuses implantations qui sont focalisées sur 3 filières : l'alimentation humaine, l'alimentation animale et l'aviculture.



**Des chiffres révélateurs**

Pour être le meilleur, il faut se donner les moyens et faire ce qu'il faut. Et dans cette mouvance, la CFC ne fait pas dans la dentelle, puisque les chiffres ne mentent et démontrent à suffire le travail titanesque qui est mis en œuvre. En effet, pour satisfaire la demande croissante dans les divers secteurs agricoles, elle ne lésine sur aucun. Aussi, elle accompagne les producteurs dans le processus qui va du champ jusqu'à la transformation.

Ainsi c'est près de 1500 producteurs pour 4000ha, pendant la récolte. L'on compte 700 transports et 6 magasins intermédiaires. Tous ces éléments sont donc mobilisés afin de couvrir la demande. Fixé vers l'avenir, la CFC

compte à l'horizon 2025 dépasser les de 30 000 tonnes de maïs, atteindre près de 20 000 tonnes de produits destinés à la consommation humaine, produire plus de 90 000 poussins d'un jour par semaine sur le marché camerounais, accompagner des partenaires fournisseurs de maïs, provendiers et éleveurs voire toute la chaîne de compétence dans le secteur agricole.

**Non à la corruption**

La célébration comme à l'accoutumée le 9 décembre à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la corruption aura été important pour l'entreprise de dire toute sa solidarité aux autorités politiques du Cameroun qui ne

ménagent aucun effort à travers la Commission nationale anti-corruption (CONAC) pour barrer la voie à la corruption, un fléau qui gangrène des pans entiers de l'économie camerounaise.

C'est pour montrer la participation de la CFC à cette action citoyenne que l'entreprise a actionné en son sein plusieurs leviers : le code de conduite du Groupe Castel, la mise en place d'un comité d'éthique au sein de la structure, une procédure solide de signalement, une procédure de gestion des requêtes et des plaintes et un control interne fort, ceci dans le but de barrer la route à la corruption qui est une entrave au processus de développement du Cameroun.

**Fabrice Siewé**

	Direction administration publicité Tél : (237) 679 61 55 52 Email : contact@economieducameroun.com Edité par <b>First Media group</b>	Parfait N. Siki Débora Ngo Tonye <b>Directeur Administratif et Financier</b> Reine KOUNA <b>Secrétaire de rédaction</b> Emile Emmanuel Nkoa	Reine Kouna, Godlove Tekam  <b>Mise en page</b> Claude Bernard Nyot Tél. 237 699 83 28 81 <b>Impression</b> JVGRAF <b>Distribution</b> Cameroun, Groupe çapresse
	<b>Directeur de la publication</b> Aloys Onana <b>Rédacteur en Chef</b> Albright Fandono <b>Conseiller à la Rédaction</b>	<b>Rédaction Centrale</b> Aloys Onana, Albright Fandono, Roger Powell Messasa, Emile Emmanuel Nkoa,	

## INVESTISSEMENTS

# Les ambitions de BFGI Bank en 2023

**40 collaborateurs à recruter, présence dans les dix Régions du Cameroun, lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, 2023 s'annonce chargée.**

**H**enri Claude Oyima, le président directeur général de la gabonaise BFGI Bank voit l'année prochaine comme une période au cours de laquelle la filiale camerounaise de la banque dont il tient les rênes être aussi performante que jamais. « Nous avons aujourd'hui [2 décembre 2022] arrêté notre budget de la banque pour l'exercice 2023. C'est un budget très ambitieux, au niveau de l'axe commercial puisque, en 2022, nous avons poussé la banque vers les petites et moyennes entreprises qui sont le socle de notre développement. Nous allons aussi pour ce faire, construire 9 agences nouvelles ; ce qui fait que nous serons présents sur les dix Régions du Cameroun. Il faut savoir qu'en 2022 déjà, nous avons ouvert 8 agences. Tout cela c'est pour que nous puissions avoir un maillage total et que nous puissions être un peu



plus proches de l'ensemble de nos clients. De l'autre côté nous avons prévu un recrutement d'une quarantaine de personnes pour soutenir cette action forte », souligne-t-il.

Ainsi, pense le manager, « l'ambition du groupe pour le Cameroun ne fait que s'affirmer. Il y a un montant qui été voté pour soutenir les petites et moyennes entreprises. » Dans le bloc économique de l'Afrique centrale, la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du

terrorisme est de plus en plus déploré autant par la banque centrale que par des organismes en charge de la régulation de bonnes pratiques financières.

Pour se démarquer, BFGI Bank est désormais munie de l'Anti-Money Laundering [AML] (indice 30 000), qui est la norme internationale de certification dédiée à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. « Depuis longtemps, le groupe a défini une ambition, un idéal de recherche perpétuelle de

l'excellence. Bien avant cette certification AML 30 000, la banque a été certifiée ISO 9001, version 2015. Ce qui est assez rare, pour un secteur d'activité aussi complexe. Cela traduit la solidité et la qualité de ses process. Continuez à faire confiance à BFGI Bank. Chez nous, notre idéal est celui de rechercher l'excellence qui est une attitude et non une action », se félicite Henri Claude Oyima.

De la satisfaction certes, mais pas une invite au farniente. « L'arrivée de la certification AML 30 000 est un événement très important pour notre banque. Et ce serait un tort pour le top management et son équipe de croire que tout est acquis. Une fois le diplôme obtenu, ils peuvent dormir sur leurs lauriers. Or, le plus difficile commence aujourd'hui, car nous sommes désormais sous surveillance. Il faudra désormais déclarer sans complaisance les risques de blanchiment d'argent et de financement de terrorisme au sein de notre banque », fait remarquer Richard Lowe, président du conseil d'administration de BFGI Bank Cameroun.

Economie du Cameroun

## INVESTISSEMENTS

# Industrie, pourquoi le Gabon se classe devant le Cameroun

**Le pays d'Ali Bongo et bien d'autres sur le continent opèrent une mue sur le plan industriel qui ne passe pas inaperçue.**

**L**a Banque africaine de développement (BAD), l'Union africaine (UA) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI), trois institutions engagées dans la promotion du développement industriel en Afrique, se sont associées pour combler le manque de données et d'indices sur la dynamique d'industrialisation sur le continent. Elles ont élaboré plusieurs produits de la connaissance destinés à mieux suivre, à mieux évaluer, et à mieux comprendre la progression du secteur et sa contribution à un développement industriel inclusif et durable, conformément aux objectifs de la Troisième Décennie pour le Développement Industriel en Afrique (IDDA III). L'Indice de l'Industrialisation en Afrique (IIA), développé par la Banque africaine de développement, est l'un des produits phares de cette initiative conjointe, dont le rapport sur l'évolution industriel sur le continent [de 2010 à 2021] a été publié le 25 novembre 2022.

Dans ce rapport, la BAD note que le Gabon a connu un développement industriel constant depuis 2010, gagnant 6 places au classement de l'IIA. La baisse des réserves de pétrole a encouragé le gouvernement à accorder la priorité à d'autres secteurs. Il a mis l'accent sur la valorisation de son industrie du bois en exportant des produits sous des formes à plus forte valeur ajoutée, notamment le contreplaqué et les feuilles de placage. Le Gabon dispose également d'un secteur



agroalimentaire en plein essor. Le gouvernement a pris des mesures pour attirer les investissements étrangers par le truchement de la modernisation des infrastructures, du développement du capital humain et des possibilités de partenariat public-privé. Il a créé des zones économiques spéciales dans lesquelles les entreprises bénéficient d'avantages fiscaux et de procédures douanières simplifiées. Le Gabon a attiré récemment un investissement progressif de 50 à 100 millions de dollars EU dans une usine de meubles de haute qualité à Libreville.

Si au Cameroun le gouvernement dispose du Document stratégique pour la

croissance et l'emploi (DSCE) lancé en 2009 qui a été remplacé par la Stratégie nationale de développement à l'horizon 2030 (SND30), la BAD de son côté ne voit rien sur le terrain. D'où cette lecture qu'elle fait. « Si l'on compare la situation des trois dernières années à celle de 2010, certains pays ont réalisé d'importants progrès en matière de développement industriel. Du point de vue du classement Djibouti, le Bénin, le Mozambique, le Sénégal, l'Ethiopie, la Guinée, le Rwanda, la Tanzanie, le Ghana et l'Ouganda ont été les pays les plus performants, chacun ayant gagné au moins cinq places au cours de la période considérée. La progression du Bénin s'explique par le

renforcement de l'investissement en capital et la qualité des politiques menées, qui ont créé un environnement propice à l'industrialisation. Djibouti, l'Érythrée et la Mauritanie ont connu une amélioration de la compétitivité de leur secteur manufacturier. Les économies de la Guinée, du Sénégal et du Gabon ont affiché des progrès dans le secteur industriel grâce aux importantes contributions simultanées des trois composantes de l'IIA, à l'exception de ce dernier pays qui a connu une légère détérioration des conditions de l'industrialisation. »

Emile E. Nkoa

INDUSTRIE

# Le Gabon dépasse le Cameroun

Sur l'évolution industrielle de 2010 à 2021, selon la Banque africaine de développement, le Bénin, la Guinée Équatoriale dépassent de loin le Cameroun.

Le rapport sur l'Indice de l'industrialisation en Afrique (AII) rendu public le 25 novembre 2022 passe au crible (de 2010 à 2021) 37 économies sur les 52 qui sont membres de la Banque africaine de développement (Bad). Le travail consiste à déceler les pays qui, à la période en étude, ont connu, sur la base de 19 critères, des avancées notables sur le plan industriel.

Les experts ont pris en compte les performances manufacturières, le capital, la main-d'œuvre, l'environnement des affaires, les infrastructures et la stabilité macroéconomique. Trois autres axes servent de base : les déterminants directs et indirects. Les déterminants directs comprennent les dotations en capital et en main-d'œuvre et la manière dont elles sont déployées pour stimuler le développement industriel. Les déterminants indirects comprennent les conditions environnementales favorables telles que la stabilité macroéconomique, des institutions et des infrastructures solides.

Au terme, l'étude classe les meilleurs élèves, qualifiés " Supérieur". « L'Afrique du Sud a conservé un classement très élevé tout au long de la période 2010-2021, suivie de près par le Maroc, qui occupait la deuxième place en 2022. L'Égypte, la Tunisie, Maurice et Eswatini complètent le top six sur la période », constate la Banque, qui aligne le Sénégal dans le rang "Supérieur". Derrière ceux-ci, se trouvent les économies appelées "Moyen supérieur". Ici se trouve l'Algérie, le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Bénin, la



Guinée Équatoriale, l'Ouganda, le Botswana, la République démocratique du Congo, entre autres.

Après, se trouvent des économies qualifiées "Moyen". Ici se bousculent le Cameroun, le Togo, la Lybie, l'Éthiopie, le Cap Vert, les Seychelles, la République du Congo, le Mozambique. Dans cette étude, l'on peut aussi mesurer les dégâts de la guerre en Lybie. « L'Algérie et la Libye, qui faisaient partie du quintile supérieur, [l'ont quitté] pour rejoindre le quintile moyen supérieur et moyen respectivement la Mauritanie se situe dans le quintile inférieur. L'Afrique du Sud est le seul pays d'Afrique subsaharienne à obtenir des résultats meilleurs que ceux des pays d'Afrique du Nord. »

Un rapide aperçu est fait en fonction des blocs économiques du continent. La Banque point que, pour le cas de l'Afrique

centrale par exemple, le Gabon est premier en matière d'avancée industrielle, suivi de la Guinée Équatoriale, la République démocratique du Congo (quintile moyen supérieur), le Congo et le Cameroun (quintile moyen). « Ces pays se caractérisent essentiellement par la solide performance de leurs secteurs manufacturiers par rapport à ceux des autres pays. » Mais le Tchad, la RCA sont dans la branche des économies "Inférieur", qui englobe les derniers du classement.

De l'avis d'Abdu Mukhtar, directeur du développement de l'industrie et du commerce à la BAD, si l'Afrique a fait des progrès encourageants en matière d'industrialisation au cours de la période 2010-2022, la pandémie de Covid-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont freiné ses efforts et mis en évidence des

lacunes dans les systèmes de production. « Le continent a une occasion unique de remédier à cette dépendance en renforçant davantage son intégration et en conquérant ses propres marchés émergents. »

« La Zone de libre-échange continentale africaine constitue une opportunité inédite de créer un marché unique de 1,3 milliard de personnes et de générer des dépenses cumulées des consommateurs et des entreprises pouvant atteindre 4 000 milliards de dollars, ce qui offre la possibilité de renforcer leurs liens commerciaux et de production et de tirer enfin parti de la compétitivité industrielle de l'intégration régionale, comme l'ont fait d'autres régions », a-t-il ajouté.

Aloys Onana

ENTREPRENEURIAT

## Le ministère des PME invite les entrepreneurs à aller au-delà de la déclaration fiscale

Pour le secrétaire générale de ce ministère, les patrons en herbe jouent un rôle clé à la marche de l'économie locale, mais ils manquent souvent d'information sur les avantages fiscaux et autres opportunités d'affaires.

Joseph Tsala, le secrétaire général du ministère des Petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat (Minpmesa) déroule la place de la PME et autre structures similaires dans l'économie camerounaise. Selon l'Institut national de la statistique (INS) en 2020 le Cameroun comptait 324.500 PME. Ici se comptent les très petites entreprises, les petites, les moyennes entreprises. Pour être dans ce segment d'entreprises, il faut compter entre 1 et 250 employés, avoir un chiffre d'affaires compris entre 1 et 2 milliards de FCFA.

Le membre du gouvernement confie que dans la population des entreprises au Cameroun, les PME occupent 99 % des entreprises. « C'est la preuve, s'il en fallait que la PME constitue le fer de lance de notre économie, c'est elle qui



contribue à réduire la pauvreté et crée des emplois. Toutes les stratégies et autres études le démontrent. Cela dit, l'entrepreneur, c'est celui qui sait se battre, qui tombe mille fois et se relève toujours, et même, qui dort deux heures de temps chaque nuit. Vous êtes l'espoir de notre économie, c'est pourquoi le défi est de passer de 324.500 PME à 1 million car chaque PME crée en moyenne 2,4 emplois. Cela fait plus de 700 mille emplois actuellement. En 2021, 52 % des

emplois créés l'étaient grâce aux PME », indique Joseph Tsala.

Pour qui le gouvernement, l'Etat doivent créer des conditions idoines pour que la PME garde sa vigueur et la dope autant que possible. D'ailleurs, rappelle-t-il, l'entreprise se crée en 72 heures, le Cameroun compte dix centres de création d'entreprise, un nouveau sera inauguré les mois à venir à Edéa. « L'Etat a trois axes : il est régulateur, incitateur, facilitateur. En 2023, nous avons baissé le taux

d'imposition de deux points qui est donc désormais à 28 %. Or en matière de fiscalité, l'information manque souvent aux PME, l'information, c'est la clé de voûte. Beaucoup parmi les patrons de PME se limitent juste à la déclaration. Pourtant il y a bien de points qui peuvent les aider mais qu'ils ignorent. Des financements existent comme les 54 milliards de FCFA de la banque islamique de développement », se désole le membre du gouvernement.

Représentant du ministre des PME à la deuxième édition du Forum de la PME à Douala du 8 au 9 décembre 2022, le secrétaire général invite chacun à tout faire à son niveau pour que la vulnérabilité des PME ne soit plus qu'un lointain souvenir. « La PME a trois fonctions essentielles. Elle produit des biens et services, les vend, gère les ressources humaines, tout cela est la base de la croissance. Il faut donc aussi avoir une gestion saine pour ne pas devenir des tonneaux de daïde. On met de l'argent, jamais ça ne décolle, jamais ça ne produit. Faites des formations permanemment pour être compétitifs », souligne Joseph Tsala.

A.F

## INFRASTRUCTURES

**Ejn Negri injecte 47 milliards FCFA au PAD**

Le champion français spécialisé dans l'aménagement des quais de commerce et autres chantiers navals devra construire sur fonds propres 250 mètres linéaires de quai, l'aménagement de 7,9 hectares de terres plein arrière, le rallongement de 1200 mètres linéaires supplémentaires des voies de la régie du terminal à conteneurs.



**D**ans le partenariat signé le 9 décembre à Douala entre le port autonome de Douala (PAD) et Ejn Negri, il est question de construire 250 mètres linéaires de quai, l'aménagement de 7,9 hectares de terres plein arrière, ainsi que le rallongement de 1200 mètres linéaires supplémentaires des voies de la régie du terminal à conteneurs (RTC). « L'État du Cameroun dotera le Port de Douala-Bonabéri en général et le terminal à conteneurs en particulier de capacités supplémentaires, sans pression financière sur les budgets publics. De nouveaux engins de manutention ont été également acquis. Il s'agit de rendre ce pan d'activité important du Port de Douala-Bonabéri performant, attractif et compétitif », explique le PAD.

Qui précise, « ces travaux qui vont nécessiter le déplacement du dock flottant de 10 000 tonnes actuellement sur le site de construction seront entièrement financés à hauteur de 47 277 592 936 FCFA par le promoteur. Ils vont durer 30 mois. En contrepartie, le promoteur exploitera l'infrastructure pendant 10 ans et la Régie du

Terminal à Conteneurs sera chargée des actes d'exploitation et de facturation. À travers le mécanisme PPP, L'Etat du Cameroun dotera le Port de

Douala-Bonabéri en général et le Terminal à Conteneurs en particulier, de capacités d'accueil supplémentaires, sans pression financière sur les budgets publics.

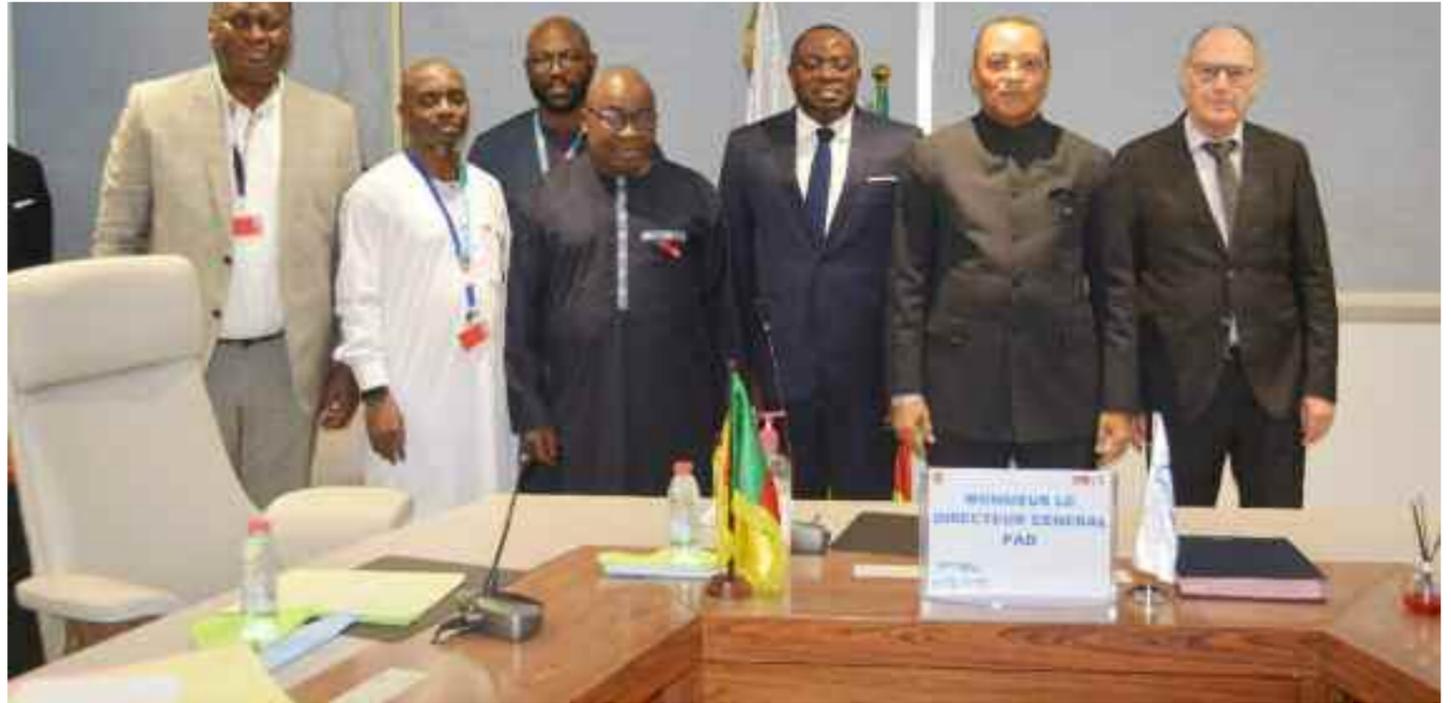
» Le mécanisme Partenariat public privé (PPP) permet au PAD d'accélérer son programme d'investissements pour la remise à



niveau du terminal à conteneurs du Port de Douala-Bonaberi, après 15 ans de concession, analyse une voix proche du projet.

Ayant une filiale au Cameroun, le groupe Ejn Negri a déjà réalisé plus de 170 projets en France et en Afrique. Elle est spécialisée dans l'aménagement des quais de commerce, les chantiers navals, les terminaux pétroliers, les ouvrages de protection, la logistique maritime, le dragage ou le levage maritime et la construction des ouvrages fluviaux. Créée en 1928 Ejn Negri intervient dans tout le sud de la France, également en Afrique du Nord et de l'Ouest.

Aloys Onana



## PARTENARIAT

# Le PAD et Bolloré normalisent leurs relations à travers un contrat gagnant-gagnant

Le Port autonome de Douala (PAD) et le Terminal bois du port de Douala (TBPD) ont signé un contrat de concession pour l'exploitation, la maintenance et le développement du terminal à bois du port de Douala-Bonabéri durant 15 prochaines années.

Une nouvelle page, entre les deux partenaires. Elle porte sur la signature, le 9 décembre 2022, d'un contrat de concession pour l'exploitation, la maintenance et le développement du terminal à bois du port de Douala-Bonabéri durant 15 prochaines années. « Avec le passage en concession, le Cameroun reprend ainsi une autre activité qui lui échappait dans son port depuis plus d'un siècle », se félicite le PAD. « Le renouvellement de ce contrat de concession est la matérialisation du partenariat qui lie depuis plusieurs années Bolloré Ports et le Port autonome de Douala (PAD) », se réjouit le groupe Bolloré.



Le partenariat s'avère être donc très bénéfique pour les parties. Des indiscretions, Bolloré Ports entend mettre en œuvre un plan d'investissement de près de 15 milliards de FCFA. « Ce qui est de 6,5 milliards plus élevés que les engagements pris dans le contrat de concession », indique une source. Dans le détail, il s'agit de réaliser le dallage et le pavage des

zones de stockage et d'embarquement sur une surface totale de 10 hectares, lancer la construction de hangars de stockage pour les produits élaborés (en lien avec les évolutions de la réglementation internationale et régionale sur l'exportation du bois), renouveler les équipements de manutention et de transport (chargeuses, reachtakers,

élévateurs, tracteurs, entre autres afin d'améliorer et doper la rendement de la plateforme.

Pour de nombreux observateurs avertis, le PAD a fait une excellente opération car il attend du concessionnaire 100 millions de FCFA pour le ticket d'entrée, les redevances fixes de 1976 FCFA par m<sup>2</sup> contre 1630 FCFA actuellement, pour une superficie évaluée à 28 ha soit 560 millions FCFA par an. Aussi, le PAD percevra 2,5 % du chiffre d'affaires contre 75F par m<sup>3</sup> de bois embarqué en ce moment; la redevance marchandise évaluée à 1200 FCFA par m<sup>3</sup> de bois embarqué et 50% des pénalités de stationnement. « Au terme de la convention de 15 ans, le PAD gagnera, hors redevance sur la marchandise, un montant de 13,56 milliards; l'État du Cameroun 29,5 milliards et le concessionnaire 10,28 milliards de FCFA » confie-t-on.

Franck Loïc Kom



## CLIMAT DES AFFAIRES

## La charte de partenariat PME – grandes entreprises lancée

**C'est un fruit émanant du Groupement interpatronal du Cameroun (Gicam).**

**A**line Valérie Mbono, la directrice exécutive du Groupement inter patronal du Cameroun (Gicam) va droit au but. « La PME doit cesser de payer la grande entreprise », tranche-t-elle, ton ferme. C'est que, se désolent-elle, les PME reçoivent des ordres des grandes entreprises. Des marchés à exécuter. Jusque-là, ça va. Les problèmes surgissent avec fracas lorsqu'il s'agit de régler la facture de la PME. « Les délais sont élastiques. Pourtant c'est la PME qui sort de son argent et l'injecte dans le marché. Ce qui la fragilise. Quand les délais de paiement deviennent longs, la PME peut fermer alors qu'elle a par exemple fourni un service qui permet à la grande entreprise de gagner », condamne Aline Valérie Mbono.

C'est donc cette situation que le Gicam veut voir à jamais réglée au Cameroun. Un pays où, selon ladite charte de partenariat PME/GE (grandes entreprises), les GE représentent 0.2 % du total des entreprises et sont accréditées de 66% du chiffre d'affaires total. Pendant ce temps, les TPE (très petites entreprises) représentent de loin la plus grande catégorie des entreprises avec 79.1% et ne produisent que 12.24% du chiffre d'affaires global de l'économie. Aussi, la catégorie des moyennes entreprises est très réduite. Soit 1.3% du nombre total des entreprises.

Pour mettre en exergue ce que le retard de paiement d'une facture peut avoir comme conséquence, le Gicam précise que 51% des travailleurs permanents exercent dans les TPE: emplois potentiellement précaires. Les grandes entreprises, quoi que tributaires de 66 % du chiffre d'affaires global, n'emploient que 27% des travailleurs permanents. Donc, faible proportion des emplois potentiellement stables et décents.



« Les PME, malgré leur importance économique et sociale (croissance économique, création d'emplois, développement régional et local, cohésion sociale) peinent se déployer (déficit de compétitivité, difficultés à accéder aux marchés, aux ressources financières, humaines, matérielles, organisationnelles et technologiques etc. », énonce André Kwam Tuete, président de la Commission PME et financement du secteur privé, dont le but est la promotion du développement de la PME et de l'entrepreneuriat. « Comme toutes les économies du monde, les différents maillons de l'économie sont interdépendants et sont appelés à travailler ensemble, à grandir ensemble, à mourir ensemble ou alors à végéter ensemble. Ainsi, la fragilité des PME impacte les performances des autres acteurs et notamment les grandes entreprises. »

**La charte**

L'adhésion à cette charte est libre. Mais souligne le Gicam pour rehausser sa portée, le challenge est de promouvoir des relations d'affaires saines, équitables et mutuellement profitables entre les GE et les PME/PMI et renforcer des synergies pour une meilleure intégration des filières et secteurs d'activités.

Ainsi, les GE s'engagent à assurer, dans

le cadre de leurs achats directs ou délégués, une mise en concurrence ouverte, libre et loyale, gage d'efficacité sur la base des règles suivantes : libre accès aux appels d'offres, égalité de traitement des candidats, transparence et traçabilité des procédures, prise en compte de tous les facteurs constitutifs du coût total.

Dans cette suite d'engagements, les GE PME/PMI promettent de pratiquer des tarifs et les conditions les plus préférentiels, en faveur des PME/PMI labélisées dans le cadre de la charte, avoir une attitude responsable en matière financière, notamment en veillant à élaborer, réviser des contrats types responsables et en appliquant les dispositions prévues de façon stricte et sincère, préciser et respecter les délais de paiements retenus dans les factures et conditions d'achat des PME/PMI. Elles s'engagent à indiquer comme référence dans leurs contrats types et autres offres d'achat un délai de paiement de référence de 45 jours fin de mois ou de 60 jours nets à compter de la date d'émission de la facture.

L'on note en outre que les GE s'engagent à s'impliquer dans les projets de mutualisation des efforts de formation professionnelle avec les PME/PMI et à mettre en place, des actions de soutien à

la formation continue et au renforcement des capacités des personnels des PME/PMI. Quid des différends ? « Les GE s'engagent à inscrire systématiquement, dans leurs contrats de sous-traitance et d'acquisition avec les PME/PMI, la clause compromissoire permettant de recourir à un arbitrage devant le Centre d'Arbitrage du Gicam pour le règlement des éventuels litiges commerciaux qui surviendraient dans le cadre de leurs relations commerciales avec les PME/PMI adhérentes à la présente Charte. »

**Responsabilités des PME**

Les engagements ne concernent pas que les GE. Les PME/PMI, TPE ont aussi des exigences à respecter. Elles acceptent donc que le non-respect des engagements souscrits entraîne la perte des avantages accordés, notamment du Label "PME/PMI Responsables". Les PME reconnues par la charte s'engagent à remplir leurs obligations légales, et à être en règle vis-à-vis des diverses administrations et institutions. Elles s'engagent à assurer une transparence totale dans la production de leurs documents de gestion et à répondre aux différents principes de gouvernance d'entreprise (conseil d'administration ou de surveillance, contrôle, responsabilité, transparence, efficacité).

Aussi, ajoute le document présenté à Douala le 30 novembre 2022, l'entreprise bénéficiaire qui adhère aux dispositions de la charte, quel que soit la catégorie dans laquelle elle se trouve, s'engage à tenir une comptabilité régulière et fiable selon le système en vigueur au Cameroun, à accepter d'être éventuellement auditée et suivie par un ou des commissaires aux comptes ou par des structures de gestion agréées, ou des cabinets externes mandatés, entre autres exigences.

En rappel, l'adhésion des PME/PMI, des GE et des organisations et organismes intéressés à ladite charte se fait par le biais d'une fiche d'adhésion dûment remplie, signée et déposée au Gicam contre décharge.

Economie du Cameroun

## AVICULTURE

## Les raisons de mort de la SPAC

**La Société des produits avicoles du Cameroun (SPAC) a fermé boutique parce que le poulet qui y était produit était cher par rapport au poulet importé, affirmation du ministre des Finances.**

**C**eux qui suivent Louis Paul Motaze depuis des années savent que le patron du ministère des Finances (Minfi) est très pertinent lorsqu'il improvise un discours, ou le fait sans notes écrites. C'est en ce moment-là qu'il peut lever des pans de voile entiers sur des questions économiques de grande importance.

C'est le cas lors de son passage devant les députés le 19 novembre 2022. Jean Michel Nintcheu du Social democratic front (SDF) a listé le projet de la mise sur pied de la société de produits agricoles à Bafang qui devait disposer d'un abattoir d'une capacité de 15 millions de poulets par an sur le marché camerounais. Il s'agit de la Société des produits avicoles du Cameroun (SPAC), un investissement de 5 milliards de FCFA (parmi lesquels un



appui de 500 millions FCFA du Japon) inauguré en octobre 2011 et qui a fermé ses portes sept ans après son ouverture. Une situation qui a nécessité les explications du Minfi. « Honorable Nintcheu si je ne prends que le projet de poulet de Bafang, vous dites le chapitre 94 a financé. Je suis au regret de vous dire que ce projet n'a jamais été financé par le chapitre 94. Celui-là je le connais

particulièrement. Il a été financé parce qu'on appelle le don hors projets. Que nous avons négocié avec le Japon. Nous avons contacté le Japon, qui a dit nous voulons bien vous aider à faire un certain nombre de choses, mais on n'a pas beaucoup d'argent maintenant, alors choisissez un produit, nous on va vous donner cela. Vous allez vendre, ça vous fait des revenus et vous financez ce que

vous voulez financer. Ce qui fait que le projet de poulet à Bafang a été fiancé par le don hors projet du Japon. »

Et le Minfi de faire une autre révélation, en dehors de l'origine des fonds. « A l'inauguration de ce projet, j'y étais avec l'ambassadeur du Japon qui a apprécié ce qui a été fait. Je peux donner le nom. Le promoteur était le président de la Chambre de commerce. Très bon projet. Si le projet n'a pas marché, c'était sur le plan commercial. Ça c'est autre chose. C'est un peu comme ce que nous avons avec le riz. Vous avez beau planter du riz. Vous avez le riz camerounais. On vous dit le riz thaïlandais coûte moins cher. Et vous avez des ménages qui vont acheter le riz thaïlandais. C'est ce qui s'est passé avec ce projet. Vous pouvez demander au président Eken, président de la Chambre de commerce qui était le promoteur de ce projet. Très bon projet ! »

Ce qui a tué la réalisation est aussi dévoilé. « Il s'est trouvé que son poulet [de Christophe Eken] était cher par rapport au poulet importé. » L'investissement qui consistait à produire du poulet, le nettoyer, découper et mettre dans des grandes surfaces commerciales est donc mort.

Roger Powell Mesassa

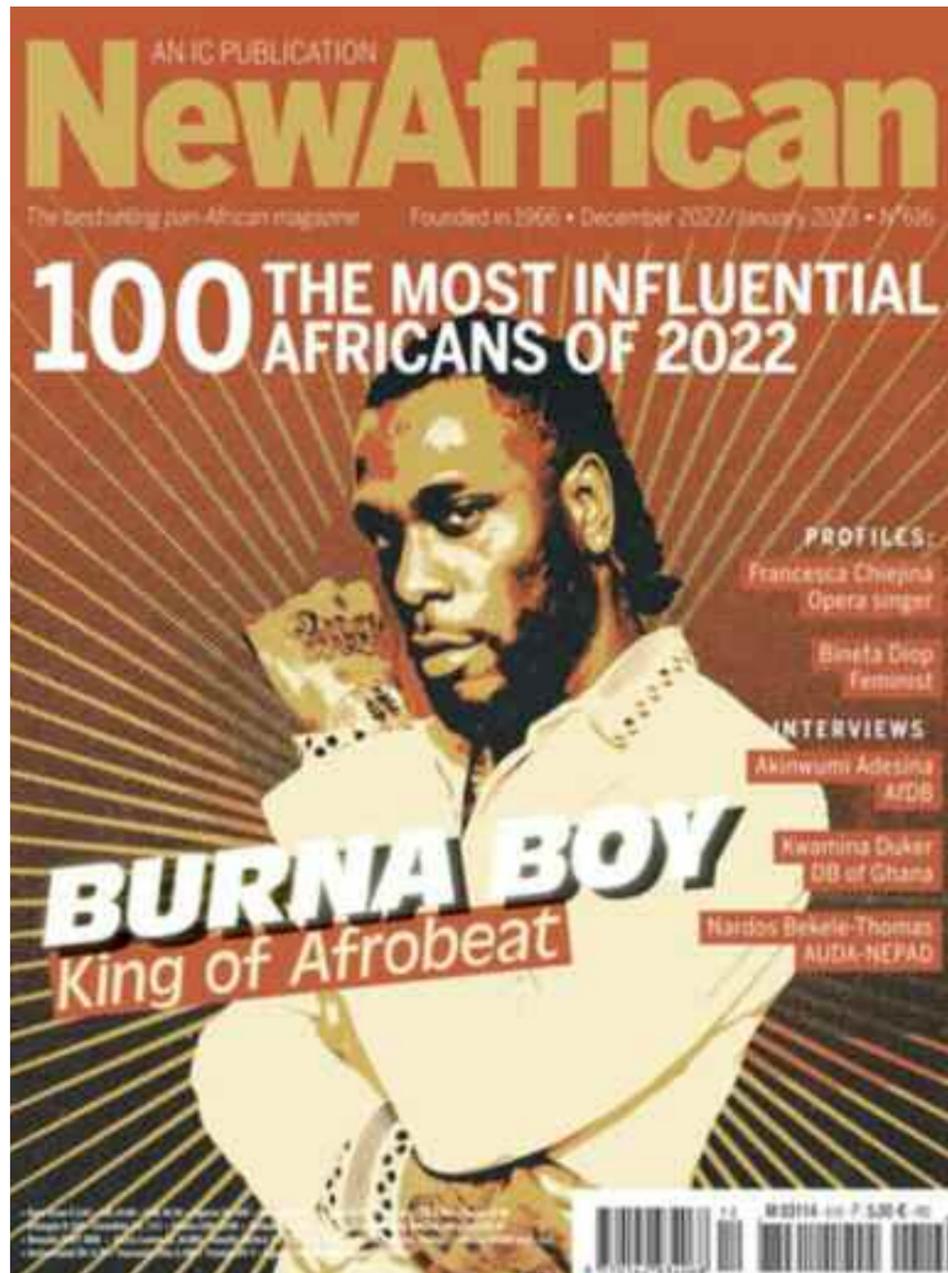
GLANCE

# Jacques Jonathan Nyemb among the most influential persons in Africa

According to the New African magazine Jacques Jonathan Nyemb is a powerful person as Paul Kagame, Olusegun Obasanjo, Pr. Benedict Oramah, Akinwumi Adesina among others.

**W**elcome once again to what you have told us is your most anticipated feature of the year – our annual 100 Most Influential Africans of 2022 list. The New African listing has now become firmly established as the most authoritative, respected and consulted list on the continent and in the diaspora. Those who appear on this list will no doubt enjoy the adulation that is their due because of their own activities and we hope the stories of the people who have made it onto this list will act as a powerful incentive to others to also want to join them in the future. It is time to wind up the last year and review its highs and lows for all of us, as well as the continent as a whole. This was the first full year when for most of us, the constant threat of Covid was lifted – although it still lingers in nooks and crannies and the danger is not altogether past (...).

Following in his father's footsteps, Jacques Jonathan Nyemb pursued a career in business law after earning his baccalaureate in France and at the London School of Economics. After a



short stint at Harvard and sharpening his skills in Europe and America, he joined the family law firm and was selected by French President Emmanuel Macron to head the council established to follow up the recommendations of the New Africa-France Summit (CSRN). CSRN covers more than just Cameroon-France relations but also Africa and Europe. It includes 12 members from Cameroonian and French civil society and is a platform to create dialogue, raise awareness and provide advocacy and training. Even though Nyemb is in a liaison role between France and Africa, his position is that the relationship should be collaborative rather than one of reliance. He seeks to redefine the relationship between Africa and its former colonial powers and advises African youth to "chart their own course rather than relying on external actors".

Giving back is also a Nyemb family trait. He supports youth entrepreneurship and in 2008, founded the Mackenzie Foundation, named after his grandmother, to empower women in Cameroon's rural areas. During the pandemic, he created the Okwelians, a think-and-do tank, a community of approximately 450 Cameroonians at home and in the diaspora, seeking to bring about lasting social change.

From New African magazine, December 2022/January 2023.

JACQUES JONATHAN NYEMB

## Enquête sur un avocat d'affaires très influent\*

Jeune, intellectuel et homme de réseaux de pouvoir, il n'a de cesse d'être aligné aux côtés de figures de poids du continent.

**C**'est un homme de 35 ans discret. Très discret. Qui est décrit par ses visiteurs du soir comme réservé. Il supporte malgré lui les feux des projecteurs. Pourtant derrière ce féru d'art contemporain africain, se cache une force de frappe dans l'univers de l'avocature des affaires qui mérite un détour. Surtout que le Cabinet Nyemb fait partie du duo des cabinets juridiques chargés de conseiller les arrangeurs l'eurobond du Cameroun de 450 milliards de FCFA.

En clair, il va conseiller juridiquement le syndicat des trois banques impliquées dans le cadre des différents services qu'elles vont fournir à l'Etat dans le cadre de cette opération. Dans le détail, les banques retenues sont précisément Société Générale, JP Morgan Securities PLC et Citigroup. À côté de ces dernières, le cabinet Nyemb sera représenté par Jacques Jonathan Nyemb. Un avocat d'affaires au long cours, qui a déjà été au centre de telles opérations pour d'autres pays à l'instar de la Côte d'Ivoire, du Gabon et du Sénégal.

### Au nom du père

Le métier d'avocat grâce auquel Jacques Jonathan Nyemb va défendre l'économie du Cameroun n'était pas



vraiment son choix de prédilection. Car il se dit que cet homme de droit avait, dans sa tendre enfance, un faible pour l'armée. Mais très vite, deux faits vont s'imposer. Le géniteur est un avocat expérimenté qui a convaincu le monde des avocats d'affaires à travers le globe et donc, à la maison, ce fils unique à ses parents n'aura sous les yeux que le lexique de droit. L'influence paternelle domine de manière viscérale. En plus de cela, le jeune élève d'alors constate que le droit est au cœur de tout, y compris dans un monde de plus en plus financiarisé.

Ainsi, après des études primaires et une bonne partie du secondaire au Cameroun, ce fils de Ngambè (Littoral du Cameroun) quitte le pays pour la France, alors qu'il est en classe de première. Le baccalauréat y est obtenu avec mention bien. Des parchemins se multiplient en France, en Angleterre et aux Etats Unis.

La besace académique renferme un Master en Administration Publique obtenu à Harvard University, Kennedy School of Government, un Master 2 en Droit Bancaire et Financier, obtenu à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas (Magna Cum Laude et Valedictorian) et un Master of Laws en Droit Bancaire et Régulation Financière de la London School of Economics and Political Science.

### Au cœur de l'économie camerounaise

Des cabinets d'avocats à l'international sont à sa portée. La carrière débute au

sein du bureau parisien du cabinet Cleary Gottlieb Steen & Hamilton LLP après une expérience acquise au sein d'autres cabinets internationaux de premier plan (Sullivan & Cromwell LLP, Clifford Chance LLP etc.) et différentes organisations internationales (OHADA, Chambre de Commerce Internationale de Paris etc.) Mais, il faut bien faire le choix entre retourner au pays et s'installer de manière pérenne à l'étranger. La voix de la patrie est plus forte.

En 2016, Jacques Jonathan Nyemb regagne le Cabinet Nyemb comme Of Counsel, un cabinet, fondé par son père en 1996 et qui, à ce jour, a été au cœur de dossiers économiques majeurs et ce, dans divers secteurs.

Notamment ressources naturelles et énergie, transport et logistique –le Cabinet Nyemb conseille le Groupe Bolloré contre le Port autonome de Douala– ce cabinet intervient également dans le secteur financier (compagnies d'assurance, banques, microfinances). Ses marques sont aussi visibles sur les secteurs du BTP, des infrastructures et tout ce qui concerne les technologies, les media ou les télécommunications. Une longue et riche expérience qui a sans doute convaincu les arrangeurs de l'eurobond du Cameroun.

#### Une tête bien faite engagée au Gicam

Les habitués du Groupement inter patronal du Cameroun (Gicam) l'ont déjà vu aux côtés de Célestin Tawamba, le président de cet important regroupement syndical de plus de 1000 membres. Polyglotte, Jacques Jonathan Nyemb ne manie pas que les questions de droit des affaires avec aisance. Il roule aisément l'anglais et parfois l'allemand, sans oublier la langue française.

Du haut de ses 1.82 mètres pour 90



Kg, Maitre Nyemb ne joue pas avec les questions d'éthique et bonne gouvernance. Entre autres, il est enseignant en Gouvernance à l'Université Catholique d'Afrique Centrale et a été intervenant à la Conférence 40e anniversaire de Proparco sur le thème « La gouvernance d'entreprise, un chemin vers l'investissement un tremplin vers l'avenir » (avril 2018).

Par ailleurs il est auteur de publications et travaux scientifiques liés à l'entreprise et ses bonnes pratiques, des faits par lesquels Célestin Tawamba le repère. Le président du Gicam est attaché aux questions d'éthique et de bonne gouvernance. Un volet abordé par le Gicam, mais qui sommeillait alors un peu. Célestin Tawamba est pour cela à la recherche d'un expert. Jacques Jonathan est approché. Il accepte la main tendue du président Tawamba et siège au conseil d'administration de ce patronat où il assure la présidence de la Task Force de l'Initiative Bonne Gouvernance des Entreprises du Gicam.

On le retrouve également comme Président et co-fondateur d'une initiative singulière : un Think Do Tank baptisé The Okwelians et ayant pour mission de promouvoir par le leadership éthique une culture d'innovation sociale au Cameroun. Jacques Jonathan Nyemb n'ignore pas les idées qui habitent certains jeunes qui aspirent à la réussite sociale. Au Cameroun, l'idée des "passe-droits" est fortement répandue, au point de pouvoir pousser à la médiocrité, à la fainéantise et au clientélisme. Des penchants qu'il fustige, souffle-t-on.

Aloys Onana

\*texte publié sur notre site  
www.economieducameroun.com en  
2021

## INVESTISSEMENTS

# Prudential Beneficial insurance étend son réseau et ouvre cinq nouvelles agences sur le territoire camerounais

**H**andsome Brain Nkwenti, PDG de Prudential Beneficial Insurance ne voile pas son admiration. « Alors que nous développons notre activité, nous devons également nous assurer que ceux que nous servons ont la possibilité de se développer avec nous. Les gens sont constamment à la recherche de moyens d'accéder à des informations sur la façon de choisir les bonnes polices d'assurance pour eux-mêmes et leurs proches. L'ouverture de nouvelles succursales plus proches d'eux leur donnera l'occasion d'obtenir un soutien en personne de la part de nos agents hautement qualifiés et expérimentés », explique le manager.

C'est donc pour briser toute frontière entre l'entreprise et ses clients que cette multiplication de centres se justifie. Du regard de cette boîte, les nouvelles agences sont stratégiquement positionnées et sont à Yaoundé, Carrefour Fouda, Tsinga et Hippodrome, Immeuble T.Bella et sont ouvertes depuis le 7 décembre 2022. Dans la capitale économique Douala, Prudential Beneficial a obtenu un emplacement de choix à Bonanjo, le centre administratif. Un espace a été

acquis juste en face de Sitabac.

Cette agence sera ouverte le 13 décembre 2022, tandis que les clients d'Ebolowa peuvent, depuis le 8 décembre 2022, profiter de la toute première agence de Prudential Beneficial à L'An 2000, en face de FEICOM. « Prudential Beneficial Insurance disposera désormais d'un total de 24 agences sur le territoire national, confirmant ainsi sa position de premier fournisseur d'assurance au Cameroun », souligne l'entreprise.

En rappel, Prudential est un groupe mondial de services financiers qui fournit des produits et services d'assurance-vie, de Retraite et de la Gestion D'actifs à environ 20 millions de clients en Asie et en Afrique. Prudential propose des assurances vie dans huit pays, à savoir le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, Kenya, Ouganda, Zambie et Nigeria. Depuis près de dix ans, l'assureur vie propose des solutions d'assurance et de santé que les clients trouvent « abordables ». Aujourd'hui, le groupe est au service de plus de 1,7 million de clients par l'intermédiaire d'un réseau de distribution de plus de 13 000 agents et 600 succursales.

Prudential Beneficial Insurance ouvre  
**5 nouvelles agences**

Choisir la bonne police d'assurance pour vous et vos proches n'a jamais été aussi accessible.

<b>YAOUNDÉ</b> CARREFOUR FOUDA TSINGA HIPPODROME IMMEUBLE T.BELLA	<b>EBOLOWA</b> CARREFOUR L'AN 2000 EN FACE DE FEICOM	<b>DOUALA</b> EN FACE DE SITABAC, DOUALA-BONANJO
--	--	--

Avec désormais 24 agences sur le territoire national, Prudential Beneficial Insurance, vous aide à Profiter du meilleur de la Vie

www.prudential.cm

# Une équipe de MSMI en séjour d'affaires en Russie



**M**me la PDG de MSMI Cameroun, Audrey Yetna Chicot était le Mercredi 8 Décembre 2022, l'invitée spéciale du Salon Russe de l'innovation médicale et assimilés tenu à Moscou. Une sorte de made in Russia. « Nous on avance, grande victoire pour ces 15 années de travail acharné. Nous devons battre nos propres palmarès et être les artisans du 7.0 au 237 », se félicite la PDG de MSMI Cameroun, Audrey Yetna Chicot.

Cette mission conduite par le Directeur Technique Fabien Chicot, s'est rendue à Kazan au Kazakstan, pour honorer à l'invitation du Président et du

Cluster de la région. Elle s'est rendue ensuite à Shelný où une rencontre était prévue avec des partenaires russes. Notons que cette mission compte dans ses rangs l'entraîneur de haut niveau Gwèha Kouam Fils, conseiller sportif de Mme Chicot (démissionnaire de la Dynamo FC de Douala), qui y séjourne pour la première. Font également partie de cette mission Zacharie Final Yigbédeg (DTA), et Christian Ndeh du pôle MSMI de Yaoundé.

« Quand dans un salon aussi spécialisé au bout du monde, vous êtes les seuls africains, les seuls camerounais et qui plus est avec une femme, vous comprenez que vos choix depuis sont guidés par le très Haut. Je suis une conquérante de la

technologie, car pour passer de l'industrie 1.0 à l'industrie 4.0 nous avons besoin de très vite

adapter leurs technologies à notre environnement », observe Audrey Yetna Chicot.



# N'attendez pas la saison sèche !

# le MOMENT !

- Site électrifié
- Zone habitée
- Terrain plat et sec

**TERRAINS TITRÉS  
ET LOTIS**

# 1 995 000 Fcfa

pour 250 m<sup>2</sup>

A 5mn du stade  
de Japoma

Tél: 679 20 35 65  
699 94 96 10



**Votre agence immobilière agréée.**

1218 Boulevard d de la liberté, Akwa Douala face IFC au dessus de la BANQUE SGC

**It's possible !**